

**APPEL A PROJETS CULTURELS / 2017**  
**Dossier administratif**

**NOM DU PORTEUR DE PROJET :**

**TITRE DU PROJET :**

**Nom du porteur de projet :**

**Statut du porteur de projet (personne morale uniquement) :**

Type de structure (association, SARL, SCOP, etc.) :

N° SIRET

Code APE:

Adresse du siège social :

Adresse de correspondance :

Téléphone :

Courriel :

Site web :

Nom du responsable du projet dans la structure :

Qualité du responsable de projet (*président, directeur artistique, ou autre*) :

**Agrément juridique éventuel :**

Licence d'entrepreneur du spectacle

Affiliation à la Maison des Artistes

Autres (*précisez*) :

**Court descriptif de l'activité du porteur de projet (500 signes maximum) :**

## FICHE DE RENSEIGNEMENT PROJET

*A compléter sous format électronique*

**Titre du projet :**

**Type de public ciblé :**

- Tout public                       Jeune public  
 Senior                               Adulte  
 Publics spécifiques, à préciser :

Nombre estimatif de bénéficiaires :

**Résumé de la présentation du projet** (1000 signes maximum) :

NB : notes de présentation détaillée à joindre en complément du dossier (cf. article 5 de l'Appel à projets : pièces du Dossier artistique)

**Argumentaire sur le caractère innovant du projet** (1000 signes maximums) :

## LETTRE DE DEMANDE

*Lettre à joindre au dossier - complétée et signée*

Monsieur le Président,

Je soussigné, ..... (Nom, Prénom)

Représentant(e) légal(e) de.....,

sollicite auprès de Toulouse Métropole le versement d'une subvention de ..... €,

dans le cadre de l'Appel à projets culturels 2017,

pour le projet intitulé .....

dont j'assume la responsabilité financière, artistique et technique,

et dont j'atteste détenir pleinement les droits de propriété: éléments corporels et propriété intellectuelle.

Je déclare par la présente que la structure porteuse de ce projet est en règle au regard de la législation sociale et fiscale française ainsi que des cotisations et paiements afférants ;

Je déclare avoir pris connaissance de l'article 441-6 alinéa 2 du Code Pénal qui stipule que " Le fait de fournir une déclaration mensongère en vue d'obtenir d'une administration publique ou d'un organisme chargé d'une mission de service public une allocation, un paiement ou un avantage indu est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 Euros d'amende ", et certifie l'exactitude de l'ensemble des renseignements fournis dans ce dossier.

A ..... le ..... 2017

**Signature :**